

Les plages et espaces récréatifs de nouveau ouverts



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5456 - Mercredi 25 août 2021 - Prix : 10 DA

Béjaïa Cinq voleurs arrêtés au Capritour

Feux de forêt

Lancement prochain d'une opération de reboisement

Pour quelques heures de retrait de plus

Par Mohamed Habili

Jusqu'au retrait d'Afghanistan, qui a commencé dans la confusion et qui risque de se terminer de même, à supposer que ce ne soit pas davantage, quand le G7 se réunissait, c'était pour prendre des décisions sur des questions d'intérêt mondial, économiques le plus souvent d'ailleurs. Hier, les Américains et leurs alliés, à quoi se ramène tout compte fait ce petit comité, petit du moins par le nombre, sont censés se rencontrer pour discuter non pas d'une question commandant le sort du monde, mais celle de savoir s'il faut avoir rembarqué le dernier soldat le 31 août, ou s'il faut pour cela s'accorder un peu plus de temps, justement pour être sûr de n'oublier personne. Car si par malheur un des compatriotes n'a pas pu au bout du compte monter dans un avion, faute par exemple d'atteindre l'une ou l'autre porte d'entrée de l'aéroport de Kaboul, pour se manifester plus tard, et donc trop tard, criant qu'il existe et qu'il faut venir le tirer de là, les opinions compatissantes tiendront sûrement rigueur aux dirigeants, avec les conséquences électorales inéluctables qui en découleraient pour ces derniers. A ceux qui auraient du mal à saisir l'importance de ce qui se joue en l'occurrence, il n'y aurait qu'à indiquer que pour que tout un G7 s'en mêle, il faut à tout le moins que ce ne soit pas du pipi de chat.

Suite en page 3

La décision a été annoncée hier par Ramtane Lamamra

L'Algérie rompt ses relations diplomatiques avec le Maroc



L'Algérie a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec le Maroc, a annoncé hier, le ministre des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra.

Boulmerka s'exprime sur les Jeux olympiques-2020

«C'est triste de conduire une délégation et revenir sans médailles»

Les protestataires ont exprimé des revendications sociales à Béjaïa

Des sièges d'APC fermés par des habitants

La décision a été annoncée hier par Ramtane Lamamra

L'Algérie rompt ses relations diplomatiques avec le Maroc

■ L'Algérie a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec le Maroc, a annoncé hier, le ministre des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra.

Par Louisa Ait Ramdane

L'annonce intervient une semaine après la réunion du haut conseil de sécurité, qui a décidé de revoir les relations entre les deux pays. Lors d'une conférence de presse organisée au Centre international des conférences (CIC), Lamamra a rappelé les actes hostiles du Maroc à l'égard de l'Algérie. Cette décision de rupture des relations diplomatiques avec le Maroc, n'a été prise qu'à la suite de nombreuses provocations et dépassements marocains contre l'Algérie.

Le ministre des Affaires étrangères a indiqué que l'hostilité du Maroc contre l'Algérie, ne date pas d'aujourd'hui, mais l'histoire est témoin de ses actions hostiles contre l'Algérie depuis l'indépendance. " Il est historiquement et objectivement établi que le Royaume du Maroc n'a jamais cessé de mener des actions hostiles, inamicales et malveillantes à l'encontre de notre pays. Cette animosité, dont le caractère systématique, méthodique et prémédité est documenté, avait débuté avec la guerre d'agression ouverte de 1963, guerre fratricide déclenchée par les forces armées royales marocaines contre l'Algérie qui venait de reconquérir son indépendance nationale ", a tenu à rappeler le ministre.

Il a déclaré que " Le Maroc a fait de son territoire une plateforme permettant à des puissances étrangères de tenir des propos hostiles à l'Algérie. Faisant référence aux propos hostiles tenus par le ministre israélien des Affaires étrangères sur l'Algérie lors d'une récente visite à Rabat, le ministre des Affaires étrangères a indiqué que " Depuis 1948 aucun responsable israélien n'a fait de déclaration hostile à un pays arabe à partir d'un autre pays arabe ". L'Algérie reproche aussi au Maroc son rôle dans l'impasse dans laquelle se trouvent la question du Sahara occidental et le projet d'édification de l'Union du Maghreb arabe.

Rappelant l'implication du Maroc dans l'opération d'espionnage Pegasus qui a ciblé l'Algérie ainsi que d'anciens incidents, comme la profanation du drapeau national au consulat de Casablanca en 2013, Lamamra a souligné aussi le soutien apporté par le Maroc au MAK et Rachad, deux organisations classées terroristes par les autorités algériennes. " Le Maroc a coopéré avec les deux groupes terroristes nommés MAK et Rachad dont l'implication a été prouvée dans les crimes odieux

liés aux grands incendies qu'a connus un certain nombre de wilayas du pays ", a-t-il souligné. Le ministre des Affaires étrangères, a également accusé les deux organisations d'être derrière l'assassinat et la torture du citoyen Djamel Bensmail, le 11 août courant. Lamamra a aussi critiqué le régime marocain dont un responsable s'est exprimé en faveur d'un pré-tendu droit à l'autodétermination de la Kabylie. " Face à une provocation qui atteint son paroxysme, l'Algérie a fait preuve de retenue en demandant publiquement une clarification de la part d'une autorité marocaine compétente. Le silence assourdissant de la partie marocaine à ce propos qui persiste depuis le 16 juillet dernier traduit clairement la marque d'une caution politique de la plus haute autorité marocaine ", a regretté encore Lamamra. " Pour toutes ces raisons, l'Algérie a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec le Maroc à partir d'aujourd'hui ", a-t-il expliqué.

Par ailleurs, Lamamra a affirmé que la rupture des relations ne va pas affecter les Algériens résidents au Maroc ni les Marocains résidents en Algérie.

Sur un autre plan, le ministre des Affaires étrangères a jugé indispensable que les pays limitrophes de la Libye puissent se réunir pour aider les Libyens à parachever le processus politique de la réconciliation nationale mené sous



Ph/D. R.

l'égide des Nations unies.

Concernant le barrage de la Renaissance, il dira que les trois parties font confiance à l'Algérie. Les efforts de plusieurs parties sont toujours en cours. En ce qui nous concerne, a-t-il expliqué, il s'agit de bons offices et nous allons persévérer dans cette voie.

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures

537 nouveaux contaminés et 29 décès

L'Algérie a enregistré 29 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 1 cas de moins que le bilan d'hier (30), portant à 5 063 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 537 cas, soit 31 cas de plus par rapport au bilan d'hier (506), pour atteindre, au total, 192 626 cas confirmés.

R. N.

L'horaire de confinement repoussé à 22 heures

Les plages et espaces récréatifs de nouveau ouverts

Le Premier ministre, ministres des Finances, Aïme n e Benabderrahmane, a décidé de réaménager les horaires de confinement partiel à domicile (de 22h00 à 6h00) dans les wilayas concernées et de lever la mesure de fermeture des espaces récréatifs et des plages à compter d'aujourd'hui, a indiqué, hier, un communiqué des services du Premier ministre.

« Conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïme n e Benabderrahmane, a décidé le réaménagement des horaires de confinement partiel à domicile de 22 heures jusqu'au lendemain à 6 heures du matin, applicables dans les wilayas

concernées. Il a aussi décidé la levée de la mesure de fermeture des espaces récréatifs de loisirs et de détente, des lieux de plaisance et les plages, avec le maintien des strictes mesures de prévention contre la propagation du coronavirus. Ces mesures, est-il précisé, prennent effet à compter du mercredi 25 août 2021 ». Le gouvernement n'a toutefois pas manqué de rappeler le risque important de circulation du virus lié au variant Delta, et invite à ce titre les citoyens à poursuivre, de manière rigoureuse, le respect des gestes barrières et des différents protocoles sanitaires adoptés par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus (Covid-19) et dédiés aux différentes activités économiques, commerciales et sociales. Cette décision va faire plaisir à beaucoup de citoyens

qui comptent profiter de quelques jours qui nous séparent de la fin de la saison estivale. Elle est également salutaire pour les professionnels du tourisme et les commerçants qui mettent à profit la saison de l'été pour gagner leur vie. Le prolongement de l'heure du couvre-feu jusqu'à 22 heures n'est pas pour déplaire, aussi bien aux simples citoyens qu'aux restaurateurs et autres vendeurs de glaces. Il est cependant à préciser que le principal enjeu demeure le respect des mesures de prévention contre l'épidémie de coronavirus qui continue à faire des victimes. Les autorités concernées devraient sévir en cas de relâchement afin d'éviter toute nouvelle hausse du nombre des contaminations. Cela d'autant que l'on vient de sortir d'une troisième vague ayant occasionné beaucoup de décès et mis les

structures de santé sous haute tension. Lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné d'alléger le confinement sanitaire en rouvrant les plages et lieux de loisirs, en cas de poursuite du recul des contaminations au Covid-19 avec le maintien des strictes mesures de prévention.

C'est dire que cette mesure demeure liée à l'évolution de la situation épidémiologique prévalant dans le pays. La courbe descendante enregistrée ces derniers jours a certainement motivé la décision de réouverture des plages. La balle, désormais, est dans le camp des estivaliers, censés éviter une nouvelle fermeture en adoptant les bons gestes et en acquérant les bons réflexes.

Massi Salami

Feux de forêt

Lancement prochain d'une opération de reboisement

■ «Les récents incendies ont détruit plus de 89 000 hectares dans 35 wilayas, notamment à Tizi Ouzou, Béjaïa et Khenchela», a indiqué, hier, le ministre de l'Agriculture, annonçant, à cette occasion, «le lancement prochain de l'opération de reboisement dans les zones touchées par les feux».

Par Thinhinene Khouchi

Depuis le début de la saison estivale, plusieurs wilayas du pays ont connu des feux de forêt qui ont occasionné de lourds dégâts. S'exprimant hier, lors d'une réunion autour de l'évaluation des pertes engendrées par les incendies avec les conservateurs de forêts, le ministre de l'Agriculture, Abdelhamid Hamdani, a fait savoir que «les derniers feux de

forêt ont causé des pertes considérables au niveau de 35 wilayas», précisant que «pas moins de 89 000 hectares de forêt ravagés ont été recensés à travers 186 foyers, pour la plupart au niveau des wilayas de Tizi Ouzou, Béjaïa et Khenchela». Concernant l'évaluation des dégâts, le ministre a souligné que le processus d'évaluation des pertes engendrées par les feux a atteint les 70 %. «Les bilans définitifs seront annoncés dans les prochains jours», selon lui. Pour ce qui est des indemnités, Hamdani a informé qu'elles «seront entamées après l'étape de l'évaluation des dégâts», et ce, conformément aux instructions du président de la République qui avait chargé, lors du dernier Conseil des ministres, «les ministres de l'Intérieur, de l'Agriculture et de l'Habitat de finaliser, au plus vite, les opérations d'évaluation des dégâts et d'indemnisation». Selon le communiqué du Conseil, le président avait également préconisé de «faire appel à l'Armée nationale populaire, si le besoin se fait sentir, afin de renforcer les rangs les agents responsables de l'évaluation des dégâts, notamment avec l'approche de la rentrée sociale et de l'hiver». En outre, le ministre de l'Agriculture a annoncé le lancement prochain de l'opération de reboisement dans les zones touchées par les feux, déclarant que «des travaux seront menés pour réhabiliter toutes les zones touchées dans les meilleurs délais». «Des travaux sont en cours pour évaluer les pertes dues aux récents incendies», a-t-il ajouté. Lors de cette réunion,



le ministre de l'Agriculture a souligné la nécessité de renforcer tous les organes afin de jouer leur rôle préventif, et a appelé, de toute urgence, à rétablir la prise en compte des espaces forestiers touchés et défricher les espaces boisés le plus tôt possible avant les pluies. Enfin, concernant les indemnités, l'inspecteur central au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Abdelaziz Deliba, avait indiqué que seront accordées aux sinistrés des aides financières pour les habitations endommagées sur la base de l'évaluation des experts, et

d'autres en nature liées aux pertes qui ont affecté le secteur agricole, conformément aux instructions données par le président de la République aux ministres de l'Agriculture et de l'Habitat. Évoquant le volet administratif, Abdelaziz Deliba a précisé que les dossiers devront contenir le document de l'expertise fourni par les spécialistes sur la base des dégâts subis, les procès-verbaux des équipes de spécialistes chargées de l'évaluation des dégâts, le dossier de la commission centrale et la pièce d'identité de l'intéressé.

T. K.

Les protestataires ont exprimé des revendications sociales à Béjaïa

Des sièges d'APC fermés par des habitants

Plusieurs personnes issues du village Agueni n'Sihel, commune de Barbacha (Béjaïa), ont procédé, hier matin, à la fermeture du siège de l'APC. Les protestataires, comptant au moins 17 familles, réclamaient au cours de leur action le revêtement de la route menant vers leur village ainsi que la réalisation d'un réseau d'assainissement en faveur de leurs foyers. Ils n'ont pas manqué d'exprimer leur lassitude par rapport à l'attente observée depuis de très longues années. Devant le siège, des souscripteurs du programme des 156 logements sociaux d'El-Kseur se sont rassemblés afin de réclamer la remise des clefs et la dis-

tribution des logements. Une liste a été établie mais la distribution des logements, dont le programme avait été lancé en 2011, se fait attendre. Avant-hier, c'était au tour des habitants du quartier S.A.S, relevant de la commune d'Oued-Ghir, de bloquer le siège de l'APC et le chemin menant vers cet édifice afin de revendiquer «la distribution des 42 logements sociaux dans les meilleurs délais». Intervenant sur Radio Soummam, un des représentants du quartier a exprimé la lassitude des habitants quant à leur attente qui se fait très longue, sans que personne, parmi les autorités concernées, ne réponde à leurs questions. «Au grand dam des

habitants, tous les engagements qui leur ont été formulés n'ont pas été respectés. Ils vivent dans une situation déplorable et de précarité absolue», ont laissé entendre, en substance, les protestataires. De son côté, le P/APC de Oued-Ghir, Khaled Bestani, a déclaré sur Radio Soummam que «la distribution de ces logements est du ressort exclusif des autorités de wilaya». Par ailleurs, privés d'eau potable depuis plusieurs semaines, les habitants des 40 logements de la commune de Kherata ont fermé le siège de l'APC ces derniers jours afin de réclamer l'alimentation de leurs foyers en cette denrée vitale.

H. Cherfa

LA QUESTION DU JOUR

Pour quelques heures de retrait de plus

Suite de la page une

Dans le cas de Joe Biden, la chose est assez évidente, des ténors républicains ayant déjà brandi la menace d'un procès en impeachment pour le cas où il s'en trouverait un seul Américain, civil ou militaire, encore que ce soit plus grave s'il était civil, pour manquer à l'appel, quand l'heure sera venue de pointer les gens un par un. On sait comment cela se passe en général : c'est lorsque les responsables américains sont en difficulté chez eux qu'ils battent le rappel de leurs alliés, qu'ils leur demandent leur avis, ou plutôt font semblant de s'enquérir du leur. Dans ce cas précis, les Européens, les Français les premiers comme souvent en pareille situation, seraient pour jouer les prolongations, une perspective qui n'enchanterait pas particulièrement les Américains, mais qui ne leur déplairait pas trop non plus. L'entente entre tous est néanmoins possible, parce qu'aucun d'eux n'a envie d'apprendre plus tard qu'il a laissé non pas un seul mais des dizaines, sinon des centaines, ou même des milliers de ressortissants en Afghanistan. Autant d'otages que les Talibans n'auraient même pas eu à prendre, qui leur ont été laissés pour rien, dans la hâte de s'en aller, de respecter ce faisant la parole donnée, celle des Américains à vrai dire, même pas donc celle de tous. Avaient-ils convoqué qui que ce soit quand ils discutaient avec les Talibans, ce qui leur avait pris des mois ? Personne, pas même les alliés Afghans. N'empêche, il faut se calmer, prendre son temps, bien regarder derrière les barrages talibans s'il n'y a pas des ressortissants en difficulté, qui cherchent désespérément à se faire remarquer. On le voit donc, les 7 se réunissent non pas pour envahir de nouveau l'Afghanistan, loin de là, mais pour avoir un peu plus de temps que celui qui leur est imparti, seulement pour être sûr de ne laisser derrière eux nul otage potentiel. La difficulté, c'est que les Talibans ont déjà fait savoir qu'ils ne leur accordaient pas un jour de plus, qu'ils doivent être partis le 31 août à minuit, tout autant qu'ils sont. Eux-mêmes auront alors juste le temps de commencer à se préparer pour la fête de la Victoire, dont il s'avère de plus en plus qu'en effet elle doit être à son zénith le 11 septembre prochain.

M. H.

Police

Le contrôleur de police Hassani Fayçal nouveau SG de la DGSN

Le Contrôleur de police Hassani Fayçal a été nommé secrétaire général (SG) de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a indiqué, hier, un communiqué de la DGSN. «Dans le cadre du mouvement partiel ayant concerné des directeurs centraux de la DGSN le 22 août 2021, le Contrôleur de police Hassani Fayçal a été nommé secrétaire général (SG) de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN)», précise la même source.

R. L.

Sûreté nationale

2 295 affaires d'agression et de port d'armes blanches traitées en juillet

Les services de la Sûreté nationale ont enregistré, en juillet dernier, 2 295 affaires d'agression et de port d'armes blanches qui se sont soldées par l'arrestation de 2 533 suspects. «Dans le cadre des efforts des services de police dans la lutte contre la criminalité en milieu urbain, notamment les activités des bandes de quartiers, les services compétents de la Sûreté nationale ont procédé, durant le mois de juillet, à l'arrestation de 2 533 suspects impliqués dans 2 295 affaires liées à des agressions physiques à l'arme blanche et au port d'armes blanches prohibées», a précisé, lundi, un communiqué de ces services, faisant état d'«un recul (-9,39 %) par rapport au mois de juin 2021».

«Les services de police ont traité, à travers le territoire national, 1 116 affaires liées au port d'armes blanches prohibées et 1 179 affaires liées à des agressions à l'arme blanche», a souligné la même source.

S. L.

Audiovisuel

Fermeture «immédiate et définitive» de la chaîne TV «El Djazairia One»

■ Le ministère de la Communication et l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav) ont annoncé, lundi dans un communiqué conjoint, la fermeture «immédiate et définitive» de la chaîne «El Djazairia One» pour des motifs liés au «non-respect des exigences de l'ordre public» et d'autres en rapport avec les poursuites judiciaires à l'encontre des fondateurs et gérants de cette chaîne.

Par Hocine Y.

«**P**artant de ses missions de régulation et de contrôle de la scène audiovisuelle et suivant les prérogatives que lui confère la loi 14-04 relative à l'activité du secteur, l'Arav a enregistré des violations professionnelles provenant de la chaîne "El Djazairia One" relatives au non-respect des exigences de l'ordre public, outre la violation par l'un des associés de cette chaîne de la loi sur l'activité audiovisuelle, laquelle interdit l'acquisition d'actions dans plus

d'une chaîne télévisée», lit-on dans le communiqué.

Aux précédents motifs s'ajoutent «les poursuites judiciaires et le mandat d'arrêt rendu par la justice algérienne à l'encontre des frères propriétaires, fondateurs et gérants de cette chaîne pour infraction à la législation et à la réglementation de change et mouvements de capitaux de et vers l'Algérie, d'une part, blanchiment d'argent, d'autre part».

«Soucieuse de garantir le respect des lois de la République et ses réglementations en vigueur», l'Arav «décide de la fermeture immédiate et définitive de la chaîne El Djazairia One et demande au ministère de la Communication de lui retirer l'accréditation et d'appliquer la décision de sa fermeture définitive».

Après avoir reçu une demande de l'Arav sollicitant la fermeture «immédiate et définitive» de la chaîne, le ministère de la Communication «appelle les instances compétentes à mettre à exécution la décision de l'Arav».

Fermeture et retrait d'accréditation pour une semaine à «El Bilad TV»

Par ailleurs, le ministère de la Communication et l'Autorité de

régulation de l'audiovisuel (Arav) ont annoncé, dans un communiqué conjoint, la fermeture de la chaîne «El Bilad TV» et le retrait de son accréditation pour une semaine, pour «non-respect des recommandations liées à la protection des enfants mineurs lors de la diffusion de ses programmes».

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav) «a enregistré des violations par la chaîne "El Bilad TV" qui n'a pas mis en place des mécanismes et des mesures techniques de protection des enfants mineurs lors de la diffusion de ses programmes, outre la diffusion d'un extrait d'une séquence répétée des images du crime odieux contre le chahid Djamel Bensmain, victime d'un acte ciblé perpétré par une organisation terroriste, ce qui constitue une violation flagrante des engagements juridiques et moraux de la chaîne», lit-on dans le communiqué.

Au regard de «ces dépassements», ajoute la même source, il a été décidé la fermeture de la chaîne «El Bilad TV» pour «une semaine, à compter du 24 août 2021, minuit (00h00)».

Compte tenu de ce qui précède, l'Arav avait saisi «le ministère de la Communication à l'effet de retirer l'accréditation de la chaîne



Ph/D. R.

pour la période de suspension, se réservant le droit de prendre toutes les mesures légales nécessaires en cas de récurrence de tels dépassements et défaillances professionnelles».

Après avoir reçu une demande de l'Arav sollicitant la fermeture de la chaîne El Bilad TV et le retrait de son accréditation à compter du 24 août 2021 à minuit, le ministère de la Communication «confirme le retrait de l'accréditation et demande aux instances compétentes d'appliquer la décision de

l'Arav».

Dans un communiqué rendu public le 02/06/2020, l'Arav, rappelle-t-on, «avait mis en garde les médias audiovisuels à travers des recommandations liées à la protection des enfants en période de confinement, contre les contenus médiatiques qui exposent les enfants et le jeune public aux dangers et à toute forme de préjudice, conformément aux lois nationales et aux conventions internationales et ses mécanismes».

H. Y.

Micro-entreprises en difficulté 208 dossiers supplémentaires validés

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade) a validé, hier, 208 dossiers de remboursement des dettes des entreprises en difficulté, dans le cadre du soutien et du développement de l'entrepreneuriat et de la prise en charge des micro-entreprises en difficulté, à travers le remboursement de leurs dettes par le Fonds de caution mutuelle de garantie risqués/crédités des jeunes prometteurs. «Dans le cadre du soutien et du développement de l'entrepreneuriat et de la prise en charge des micro-entreprises en difficulté à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, selon le cas, le siège de l'Agence a abrité la 18^e séance de travail consacrée à l'examen de 529 dossiers d'entreprises en difficulté (sur un total de 9 099 entreprises) présentés par les représentants des banques de la wilaya de Tipasa, débouchant sur la validation de 208 dossiers pour le remboursement de plus de 26 milliards de centimes», ajoute le communiqué. 320 dossiers ont été reportés, les entreprises concernées étant toujours en activité, pour un second examen et l'accès à un accompagnement de l'Anade, à travers le rééchelonnement de leurs dettes et l'octroi de plans de charge pour la relance de leurs activités à la faveur des conventions signées, a-t-on précisé.

Un seul dossier a été renvoyé aux banques, car ne remplissant pas les critères, selon la même source. Une séance hebdomadaire consacrée à l'examen de pas moins de 500 dossiers est programmée par l'Anade qui regroupe des représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risqués/crédités des jeunes prometteurs.

H. L.

Selon le journal gouvernemental égyptien «Al-Akhbar»

La diplomatie algérienne amorce «une nouvelle ère» d'activité intense

Le journal gouvernemental égyptien «Al-Akhbar» a affirmé que la diplomatie algérienne amorçait, depuis des semaines, «une nouvelle ère» marquée par «une activité intense et une célérité remarquable», en vue de trouver des solutions pacifiques à nombre de crises au niveau régional afin de consolider le rôle diplomatique de l'Algérie aux plans régional et international. Dans un article intitulé «Une personnalité d'Al-Akhbar... "Lamamra", dose stimulante pour la diplomatie algérienne», le directeur de la rédaction du journal «Al-Akhbar» a écrit : «Dès son retour à son poste, depuis quelques semaines, à la tête de la diplomatie algérienne au sein de la nouvelle composante du gouvernement algérien, Ramtane Lamamra n'a pas lésiné sur les efforts pour repositionner, avec force, son pays sur l'échiquier mondial et traiter avec sérieux, à travers une activité intense et une célérité remarquable, un nombre de dossiers impactant le voisinage géographique et la stabilité

régionale».

La Libye, la Tunisie et la crise du barrage de la Renaissance se sont imposées dernièrement en tant que principaux dossiers dans le ballet diplomatique algérien, à travers la tournée effectuée, fin juillet dernier, par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, dans plusieurs capitales arabes et africaines, dans le cadre des efforts de l'Algérie pour le règlement pacifique des conflits entre les protagonistes, lit-on dans l'article. Dans ce contexte, le directeur de la rédaction d'«Al-Akhbar» a indiqué que «la Libye est l'une des questions bénéficiant d'un intérêt soutenu de l'Algérie, vu le lien entre la sécurité nationale des deux pays», ajoutant qu'«elle a consenti un effort remarquable pour traiter avec tous les protagonistes».

Quant au deuxième dossier, le journaliste a évoqué les changements survenus en Tunisie. «Il était clair que le ministre algérien avait effectué une visite dans la capitale (tunisienne) en tant que

premier haut responsable arabe où il a eu sa première activité diplomatique à l'étranger, en rencontrant le Président tunisien Kais Saïed. Au terme de sa tournée qui l'a conduit en Tunisie puis en Ethiopie et enfin au Caire, M. Lamamra avait souligné la capacité du peuple tunisien de résoudre lui-même ses problèmes encore une fois». «C'est la preuve sur la convergence de vues entre l'Egypte et l'Algérie autour de ces changements, à la lumière de la coordination continue et constante entre eux», a-t-il expliqué, rappelant que «la première visite du Président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, après son élection en 2014, était en Algérie».

Concernant la crise du barrage de la Renaissance entre l'Ethiopie, l'Egypte et le Soudan, le journaliste a rappelé une phrase citée par M. Lamamra qui avait dit que ce dossier «est désormais considéré à l'échelle internationale parmi les questions importantes».

Il a estimé, en outre, que «le mérite qu'il a eu (Lamamra) est

de ne pas avoir proposé une médiation algérienne aux trois pays parties à la crise, mais de mener une tournée prospective dans les trois capitales concernées, Le Caire, Khartoum et Addis-Abeba, pour s'enquérir de leurs visions et points de vue avant de présenter une feuille de route algérienne de la solution envisagée».

«Le Président Tebboune avait évoqué il y a quelques jours des initiatives 100 % algériennes pour résoudre la crise, se disant convaincu de leur acceptation par les trois pays», a-t-il soutenu, ajoutant qu'«il a également mis en garde contre l'escalade de la crise».

«Les déplacements du chef de la diplomatie algérienne sont annonciateurs d'une nouvelle ère de la diplomatie algérienne qui pourrait être couronnée par un rôle important dans le règlement de la crise du barrage de la Renaissance au mieux des intérêts de toutes les parties à travers un accord juste, contraignant et garantissant tous les droits».

Reda A.

Grâce à des achats à bon compte

Coup de fouet pour le pétrole

■ Les cours du pétrole brut ont nettement rebondi lundi après sept séances de baisse consécutives, soutenus par des achats à bon compte sans que le marché n'y voit pour autant un nouvel élan.



Par Salem K.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre a fini à 68,75 dollars à Londres, en nette hausse de 5,47 % ou 3,57 dollars.

A New York, le baril américain

de WTI pour le mois d'octobre également, dont c'était le premier jour d'utilisation comme échéance de référence, a pris de la hauteur, à 65,64 dollars, en progression de 5,32 % ou de 3,32 dollars.

Après avoir frôlé son plus bas niveau depuis fin avril en début

de séance, le WTI est reparti à la hausse, sans annonce particulière hormis l'absence de nouveau cas de coronavirus d'origine locale en Chine, selon les autorités, après un rebond épidémique ces dernières semaines.

«Ce n'est pas comme si

quelque chose s'était produit ce week-end de nature à soutenir le marché», a expliqué Robert Yawger, responsable des contrats à terme sur l'énergie chez Mizuho Securities.

«Après sept jours de pilonnage, les acheteurs à bon compte sont entrés dans la danse et ont fait remonter les prix», a-t-il ajouté.

Le repli du dollar, qui avait atteint la semaine dernière un plus haut de dix mois face à l'euro, a aussi joué pour l'or noir, coté dans la devise américaine.

Pour autant, l'embellie de lundi, essentiellement technique, pourrait être de courte durée, a prévenu Robert Yawger, pour qui les spéculateurs ne devraient pas aller beaucoup plus loin dans leurs achats avant la publication des réserves de pétrole aux Etats-Unis, aujourd'hui.

Après avoir observé une augmentation des stocks d'essence la semaine dernière, le marché craint une confirmation du ralen-

tissement de la demande américaine après un début d'été tiré par les automobilistes américains, de retour sur les routes.

Par ailleurs, la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole (Wyoming), à partir de jeudi, avec le discours du président de la banque centrale américaine (Fed), Jerome Powell, en point d'orgue, pourrait également renforcer le dollar et handicaper ainsi les cours du pétrole, a prévenu l'analyste.

Selon Robert Yawger, les options de vente de pétrole à un prix sensiblement inférieur aux cours actuels sont demandées, ce qui indique que les opérateurs tablent davantage sur une nouvelle baisse que sur une hausse prolongée.

S. K.

Plusieurs dossiers évoqués Les projets des énergies renouvelables au centre d'une réunion

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab et le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Benattou Ziane, ont présidé, lundi, une réunion sur les projets du Programme national des énergies renouvelables, a indiqué un communiqué du ministère.

La réunion s'est déroulée en présence du président-directeur général (P-dg) du Groupe Sonatrach, du P-dg du Groupe Sonelgaz, du président de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg) et des cadres des deux ministères, au cours de laquelle les discussions ont porté sur les projets du Programme national des énergies renouvelables et de la transition énergétique, précise la même source. Plusieurs dossiers relatifs au Programme national des énergies renouvelables ont été évoqués, notamment ce qui a trait aux projets des énergies renouvelables des Groupes Sonatrach et Sonelgaz, ainsi que les voies et moyens de coordonner les efforts et les capacités pour réaliser le projet de production de 1 000 mégawatts dans le contexte des nouvelles directives prises par les pouvoirs publics pour activer ce programme.

F. R.

Le Brent à 69,59 dollars à Londres

Les prix du pétrole étaient de nouveau en hausse hier, au lendemain d'un rebond de plus de 5 %, galvanisés par des perspectives pour la demande d'or noir qui s'améliorent.

Vers 09h40 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 69,59 dollars à Londres, en hausse de

1,22 % par rapport à la clôture de la veille.

A New York, le baril américain de WTI pour le même mois avançait dans le même temps de 1,02 % à 66,31 dollars.

La veille, les deux contrats de référence de part et d'autre de l'Atlantique ont engrangé plus de 5 %, portés notamment par l'annonce par la Chine de l'absence

de nouveau cas de Covid-19 d'origine locale sur son sol.

«La reprise des marchés boursiers et la faiblesse du dollar qui s'en est suivie ont naturellement donné au marché pétrolier la dose d'adrénaline dont il avait tant besoin», souligne Tamas Varga, analyste de PVM.

«Bien que la demande suscite toujours de grandes inquiétudes,

le marché semble dire que les ventes récentes étaient excessives», estime Neil Wilson, analyste Markets.com.

Le Brent et le WTI restaient vendredi sur sept séances consécutives sans hausse. Malgré le rebond entamé lundi, les prix restent toujours inférieurs à ceux du lundi précédent.

R. K.

Lors de rencontres avec les directeurs de wilaya

Zeghdar appelle à accompagner les investisseurs et porteurs de projets

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a appelé, lundi, les directeurs de wilayas (DIM) relevant de son secteur à consentir davantage d'efforts visant à accompagner les investisseurs et les porteurs de projets et à aplanir les difficultés auxquelles ils se heurtent dans la concrétisation de leurs projets, a indiqué un communiqué du ministère. Ces recommandations ont été données lors d'une série de rencontres, tenues par visioconférence, avec les directeurs de l'Industrie de wilaya, dans le cadre de la

poursuite et de la coordination continue entre l'administration centrale et ses services décentralisés, a précisé le communiqué. Ces rencontres ont été l'occasion pour passer en revue les priorités des Directions de l'Industrie et des mines (DIM) dans la prochaine étape, en leur qualité de mécanismes de mise en œuvre des politiques publiques mises au point et de catalyseur du secteur industriel au niveau local, afin de donner une nouvelle impulsion à l'investissement et de réaliser un développement local équilibré entre les

différentes régions du pays. Il s'agit également de la mise en exergue des potentialités industrielles et d'investissement des différentes wilayas ainsi que les capacités d'accueil disponibles, en sus des contraintes les plus importantes auxquelles se heurtent les investisseurs dans la concrétisation de leurs projets d'investissement et des efforts consentis en matière d'accompagnement des opérateurs économiques. De leur côté, les participants à ces rencontres ont évoqué en chiffres le dossier du foncier industriel qui se

veut l'un des obstacles les plus importants entravant l'investissement en Algérie, ainsi que les modalités de résolution de ce problème en fonction des nouveaux projets de loi qui régiront les mécanismes d'aménagement, d'octroi et de gestion de cette offre foncière.

M. Zaghdar a rappelé, à ce propos, les orientations du président de la République quant à l'impératif d'effectuer un recensement et un inventaire du foncier industriel avant de procéder à son assainissement.

T. K.

Devises

Le dollar recule face à l'euro

Le dollar baissait face à l'euro lundi, souffrant de son statut de valeur refuge, alors que le marché privilégie les actifs à risque et est déjà focalisé sur la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole en fin de la semaine.

Vers 15h15 GMT (16h15 à Alger), le dollar cédait 0,31 % par rapport à l'euro à 1,1734 dollar

pour un euro. Face à la livre britannique, considérée par les cambistes comme un actif plus risqué, les pertes du dollar atteignaient 0,68 % à 1,3715 dollar pour un livre.

«Le dollar continue sa glissement de vendredi, principalement car les marchés privilégient les actifs à risque, comme les actions», a commenté Michael

Hewson, analyste chez CMC Markets. Les investisseurs, qui s'inquiétaient notamment de la propagation du variant Delta, ont pu se rassurer en voyant que la Chine n'a fait état lundi d'aucun nouveau cas de Covid-19 d'origine locale sur son sol.

Par ailleurs, le dollar avait profité des minutes de la Banque centrale américaine (Fed) mer-

credi, qui ouvraient la porte à un durcissement de la politique monétaire américaine. Une politique plus stricte rendrait le dollar plus attractif. «Peut-être que la réaction aux minutes était exagérée», estime Craig Erlam, analyste chez Oanda. Vendredi, l'euro avait atteint son plus bas face au billet vert depuis novembre 2020 et l'élection de Joe Biden, à

1,1664 dollar pour un euro.

Pour les séances à venir, «le marché se focalise sur le symposium de Jackson Hole, où le président de la Fed, Jerome Powell, pourrait donner plus d'informations sur la date à laquelle elle va ralentir son programme de rachats d'actifs», explique Kit Juckes, analyste chez Société Générale.

R. T.

Mostaganem

De nouvelles structures en prévision de la prochaine rentrée scolaire

■ Le secteur de l'Education de la wilaya de Mostaganem sera renforcé prochainement avec la réception de 11 nouvelles structures, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, a-t-on appris, lundi, de la Direction locale des équipements publics.

Par Bilal L.

Le directeur local des équipements publics, Mohamed Harouini, a indiqué à l'APS que ces nouvelles structures, dont les travaux ont été achevés à 100 %, comprennent deux groupes scolaires dans les nouvelles cités d'habitation dans les zones d'extension urbaine d'El-Hachem (commune de Sayada), un groupe scolaire et un CEM dans la zone d'extension urbaine de la commune d'Achâcha.

Quatre classes d'extension et une cantine scolaire seront également réceptionnés au titre de la prochaine rentrée scolaire dans la commune d'Aïn Nouissy, ainsi qu'une demi-pension au village de Merzouka, commune de Kheireddine, en plus d'une unité de dépistage et de suivi de la santé scolaire (UDS) dans la commune de Souafia, ajoute le même responsable.

Il a indiqué que les travaux de raccordement de ces établissements aux réseaux d'électricité et de gaz sont en cours, en parallèle avec les opérations d'équipement en matériel édu-

catif réalisées par la direction de tutelle. Concernant le nouveau programme dont a bénéficié la wilaya de Mostaganem, le même responsable a indiqué que le secteur de l'Education sera renforcé, à l'avenir, par trois groupements scolaires (Sidi Ali, Ouled Maâla et El-Hassaine), deux CEM (Sirat et Bouguirat) et trois demi-pensions (Achâcha, Khadra et Souafia), ainsi que quatre cantines scolaires (Kheireddine, Ouled Boughalem et Sayada), une UDS à Bouguirat et un lycée au niveau de la commune de Sidi Lakhdar.

Parallèlement, le secteur a bénéficié de projets d'extension d'écoles primaires (15 classes)



et de CEM (17 classes).

Enfin, dans le cadre de la maintenance du parc des établissements éducatifs, une opé-

ration de rénovation touchera 27 écoles primaires, 52 CEM et 24 lycées, proposés selon les priorités, en attendant la désignation

des entreprises de réalisation dans les prochaines semaines, a indiqué la même source.

R. T.

Une production de 6,5 millions de quintaux de légumes de saison

La wilaya de Mostaganem a enregistré une production estimée à près de 6,5 millions de quintaux de différents types de légumes de saison, au titre de la campagne agricole 2020-2021, a-t-on appris, lundi, auprès de la Direction locale des services agricoles.

Le bilan provisoire établi par le service d'organisation de la production et de l'appui technique indique que la production des différents types de légumes des champs a atteint, jusqu'à présent, 6 456 000 quintaux, après la récolte de plus de 21 000 hectares de superficie consacrés à cette filière estimée

à 25 000 quintaux, soit un taux de réalisation de l'ordre de 87 %.

Dans le cadre de cette campagne, 4,1 millions de quintaux de pomme de terre, dont 100 000 quintaux comme semence, 450 000 quintaux de tomate, 314 000 quintaux d'oignon (vert et sec) et 223 000 quintaux de poivron et autres légumes, a-t-on fait savoir.

Durant cette période, les agriculteurs ont récolté plus de 900 000 quintaux de melon jaune, courgette, ail, carotte, aubergine, haricot vert, petits pois et autres produits.

Cette récolte, qui a contribué à garantir la disponibilité

de ces légumes, les semaines écoulées dans les marchés régionaux et nationaux, ainsi qu'à la baisse des prix à un niveau raisonnable, s'ajoute à la récolte des légumes protégés (serres) dont la récolte a été estimée à plus de 650 000 quintaux. Dans ce cadre, 300 000 quintaux d'aubergine, concombre, haricot, carotte ont été récoltés, avec un rendement global estimé à 600 quintaux à l'hectare, a-t-on ajouté.

La campagne précoce a aussi connu une hausse des superficies plantées et une augmentation de la production

concernant les récoltes irriguées et non irriguées, sachant que 300 000 quintaux des différents types de légumes ont été récoltés (13 types).

La production de légumes de la wilaya de Mostaganem, l'année dernière, a dépassé les 10 millions de quintaux, dont 5 100 000 quintaux de pomme de terre, grâce aux trois campagnes précoces, de saison et d'arrière-saison, ce qui représente 76 % de la production végétale de la wilaya, estimée à près de 14 millions de quintaux, a-t-on conclu.

T. K.

Oum El Bouaghi Restauration des cimetières de chouhada

Des travaux de restauration ont été effectués dans les cimetières de chouhada des deux communes d'Aïn Diss et Aïn Kercha dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale des moudjahidine.

Les travaux exécutés dans ces deux cimetières ont porté sur la restauration de la clôture, l'aménagement des terrains et des tombes et la pose de pierres tombales, a précisé la directrice de wilaya des moudjahidine, M^{me} Merikha Sahraoui, qui a souligné qu'une enveloppe financière de 10 millions DA a été mobilisée pour ces deux opérations.

Selon la même responsable, les deux cimetières de chouhada des communes de Bir Chouhada et Sigus ont été restaurés durant l'année écoulée 2020 et les préparatifs sont en cours pour lancer les travaux de restauration des cimetières de chouhada des communes de Meskiana et Aïn Fakroun.

A la fin des travaux de restauration des cimetières de Meskiana et Aïn Fakroun, tous les cimetières de chouhada des 22 communes de cette wilaya auront été restaurés, a ajouté la même source.

L. M.

El Oued

La récolte d'arachides en hausse

Une production de plus de 121 000 quintaux d'arachides est attendue dans la wilaya d'El Oued au titre de l'actuelle saison agricole, a-t-on appris, lundi, auprès des responsables de la Chambre d'agriculture (CA).

La superficie globale cultivée d'arachides dépasse cette saison les 3 900 hectares, soit une augmentation de plus de 18 % par rapport à la saison agricole précédente, qui n'a pas dépassé 3 300 hectares, a indiqué le

secrétaire général de la Chambre, Ahmed Achour. Une hausse de production de plus de 16 % est prévue cette saison par rapport à la saison agricole écoulée, durant laquelle la récolte n'a pas dépassé 104 000 qx, notant que sa culture a connu

une extension remarquable notamment dans six communes (Hassi Khelifa, Trifaoui, Sidi Aoun, Magrane, Reguiba et Ourmas). La fertilité du sol qui caractérise ces régions agricoles, a permis la réalisation des

capacités de production élevée en matière de cette culture agricole qui atteignent fréquemment 30 quintaux/ha, a-t-il ajouté.

La wilaya d'El Oued se positionne en tête des wilayas productrices d'arachides à l'échelle nationale, avec une capacité de production annuelle dépassant les 110 000 qx, avec une contribution qui atteint 60 % de la production nationale.

Cette wilaya dispose du plus grand marché de commercialisation de cacahuètes, notam-

ment dans les communes de Hassi-khelifa, Guemar et Trifaoui.

Une surface agricole globale de 4 458 680 hectares est consacrée pour les activités agricoles dans la wilaya d'El Oued, dont une superficie de 120 000 ha irrigués. La filière pomme de terre se place en tête avec une surface de 40 000 ha, soit un taux de 46 % de la superficie agricole irriguée, a-t-on signalé.

S. L.

Alger

Le téléphérique de Oued Koriche remis en service hier

Le téléphérique de Oued Koriche (Alger) a été remis en service hier, après des travaux de maintenance menés au niveau de cette station, a indiqué un communiqué du ministère des Transports.

Le téléphérique de Oued Koriche a été remis en service hier, conformément aux instruc-

tions données par le ministre des Transports, Aïssa Bekkai, lors de la réunion qu'il a présidée, lundi, avec des cadres de son département et le directeur général de l'Entreprise Métro d'Alger (EMA), a précisé la même source.

La réunion, tenue au siège du ministère, a été l'occasion de

dresser un état des lieux des différentes stations de téléphérique à l'arrêt à travers le territoire national, ainsi que des projets et travaux de maintenance en cours au niveau des stations d'Annaba, d'Oran, de Skikda, de Constantine et de Notre-Dame d'Afrique (Alger), a ajouté le communiqué.

M. Bekkai a, dans ce cadre, appelé les responsables de l'EMA à prendre toutes les mesures et à réunir les conditions techniques et réglementaires nécessaires à la remise en service de ces stations névralgiques dans les meilleurs délais.

Reda A.

Festival du film d'Amman

«La main de Meriem» de Yahia Mouzahem en lice

■ Contrairement aux éditions précédentes, le Festival international de cinématographie d'Amman qui débutera le 31 du mois d'août courant enregistre une participation algérienne très timide. Seul le long-métrage «La main de Meriem» de Yahia Mouzahem représente le pays lors de ce rendez-vous filmique.



Par Abia Selles

Des productions cinématographiques de haut niveau ont fait couler beaucoup d'encre ces dernières années. Il y en a même qui ont pu décrocher de prestigieux prix lors des

festivités internationales. Cependant et contrairement aux éditions précédentes, le Festival international de cinématographie d'Amman, qui débutera le 31 du mois d'août courant, enregistre une participation algérienne très timide. En effet, l'Algérie sera représentée lors de ce rendez-

vous international avec un seul film, à savoir «La main de Meriem» de Yahia Mouzahem.

Ce long métrage est le premier film algérien à participer au portail de commercialisation au titre de la deuxième édition des «Journées d'Amman pour les réalisateurs de films» et à

concourir pour le Prix du «Soutien du développement et de la post-production».

Le Festival a annoncé dimanche sur son site électronique «la sélection de 13 projets sur 45 propositions de participation au portail de commercialisation de la deuxième édition des Journées d'Amman pour les réalisateurs de films».

Si le long métrage algérien remporte le prix, note la même source, «il obtiendra un siège dans le portail de "la post-production" lors des Journées des réalisateurs organisées dans le cadre du Festival du film arabe de Malmo», mais également d'un soutien de 21 000 USD pour la phase de post-production et d'un minimum de garanties en contrepartie de droits de distribution et de vente dans le monde arabe».

La présidente du festival, Nada Doumani, a déclaré que «plus de 51 films de 26 pays du Monde arabe et au-delà seront projetés lors de cette édition».

Plusieurs thèmes, dont la diaspora, l'auto-examen et l'audace, seront abordés lors de ce rendez-vous filmique.

Le premier jour de cet événement sera marqué par la projection de «Mon Amour» (2020) du duo palestinien Tarzan et la satire d'Arab Nasser Gaza. Le film qui a fait sa première au Festival du film de Venise l'année dernière, relate l'histoire d'un pêcheur amoureux.

Il est à noter que quatre films seront présentés en avant-première mondiale lors de cette manifestation filmique, dont le documentaire tunisien «Manca Moro» (2020), le long-métrage «Skies of Lebanon» (2020) de la réalisatrice et animatrice franco-libanaise Chloé Mazlo et autres. L'Algérie avait l'habitude de prendre part à cet événement avec un nombre important de films. Mais pour des raisons qui n'ont pas été dévoilées, la participation algérienne est réduite à un seul film.

A. S.

Balmain lance une série à la télé

Une première pour une maison de mode

Des podiums aux écrans, il n'y a qu'un pas. Ce lundi 23 août, l'actuel directeur artistique de la marque de vêtements de luxe Balmain, Olivier Rousteing, a dévoilé sur son compte Instagram la bande-annonce d'une série télé intitulée «Fracture».

«Voilà un nouveau projet excitant. Je suis ravi d'aller au-delà de la mode et de commencer à travailler dans un tout nouveau monde, pour moi», écrit en légende le designer de 35 ans, suivi par 6,8 millions d'abonnés sur le réseau social. «J'ai hâte de vous [le] faire découvrir».

Le teaser est énigmatique, il

dure à peine trente secondes. «Où commencer ? Ici, je suppose», souffle une voix off. Des images défilent. L'une d'entre elles montre une jeune femme, jouée par la chanteuse Jesse Jo Stark, devant le panneau gigantesque d'un motel. Son nom ? «Le rêve». C'est là que doit se dérouler l'intrigue, qu'on ignore encore pour le moment.

Comme le souligne le magazine NYLON, c'est un vrai lieu. Situé à Los Angeles, l'établissement se veut comme un hôtel «bohème», invitant ses clients à renouer avec «leurs rêves de jeunesse». Première fiction réalisée par la maison, c'est aussi

la première fois qu'une enseigne de ce genre se retrouve aux manettes d'une telle production audiovisuelle. Comme l'indique Olivier Rousteing, à la tête de Balmain depuis 2011, elle a été pensée avec Channel 4, chaîne de télé britannique sur laquelle ont notamment été diffusées les séries «Misfits», «Skins» et «Black Mirror».

Cinq épisodes de huit minutes ont été réalisés. Ils mettent en scène un casting de jeunes acteurs et actrices déjà aperçus précédemment, comme Charles Melton (Riverdale), Tommy Dorfman (13 Reasons Why) et Ajani

Russell (Betty). Le casting sera habillé des vêtements de la collection automne-hiver 2021. La série démarre le 2 septembre prochain. Elle doit également être retransmise sur son site officiel, qui propose dès à présent une bande originale mêlant Cher, Frank Ocean et Blondie.

Le projet n'est pas anodin. Conscientes de l'influence des séries télé dans notre manière de nous habiller, de plus en plus de marques s'introduisent à l'écran, notamment depuis le premier confinement. Alors que la présence du site de vente en ligne de vêtements NET-A-POR-

TER dans la nouvelle saison de «Gossip Girl» est inratable, quelques enseignes se sont récemment associées à des productions audiovisuelles pour créer des produits dérivés.

C'est le cas de Malone Souliers, dont les chaussures présentes dans «La Chronique des Bridgerton» seront mises en vente l'an prochain, indique le «Guardian», tandis que la saison en cours de la télé-réalité «Love Island» permet déjà aux téléspectateurs d'acheter les vêtements que portent les candidats via une application, presque aussitôt après la diffusion d'un épisode.

L. B.

«Spider-Man : no way home»

La bande-annonce finalement dévoilée

La bande-annonce officielle du troisième volet de Spider-Man, «Spider-Man : No Way Home», a été diffusée par Sony et Marvel dans la nuit du 23 au 24 août, avec une date de sortie au cinéma prévue en décembre. Pour les impatientes qui avaient déjà vu ce trailer, qui avait fuité sur TikTok la veille, pas de surprise. Dans cette première vidéo officielle de trois minutes, que vous pouvez voir en tête de cet article, Peter Parker (toujours interprété par Tom Holland) doit gérer son nouveau statut de célébrité, épaulé par Mary Jane (Zendaya). Il se tourne alors vers Docteur Strange (Benedict Cumberbatch) et demande de vivre dans un monde où personne ne sait qui il est. Mais attention, «le problème, c'est que vous essayez de vivre deux vies

différentes», le prévient Strange. «Spider-Man : No Way Home» va en effet pleinement s'inscrire dans le multivers, la trame narrative qui régit la nouvelle phase des films et séries des superhéros Marvel. Sans entrer dans

les détails, sachez que le multivers fera s'entremêler des univers, époques et réalités alternatives, qui vont s'entremêler et permettre des réécritures ou développements inédits, comme les fans ont pu le voir dans la

série «Loki» sur Disney+ (qui retrace, entre autres, les origines de ce multivers). Ce qui explique pourquoi Sony Pictures et Marvel Studios réservent sûrement encore quelques surprises aux spectateurs. Des théories circu-

lent par exemple sur la présence des trois Spider-Man dans le même film : Tobey McGuire, Andrew Garfield et Tom Holland. Pour le savoir, rendez-vous dans les salles le 15 décembre prochain.

M. K.

Avec «Hip-Hop non-stop»

Marseille veut valoriser sa culture urbaine

De IAM, à Soso Maness, Naps et Alonzo (qui ont enflammé Marsatac ce week-end), les artistes sont nombreux dans la cité phocéenne et lui confèrent une renommée de capitale. Pourtant, ce ne sont pas ces têtes d'affiches déjà bien connues que l'événement «Hip-Hop non-stop», du 24 au 27 août, mettra à l'honneur.

Organisé dans le cadre de l'Été marseillais par les mairies de secteur du 1/7, du 6/8, du 2/3 et du 4/5 de Marseille, en partenariat avec Urban Prod, le Festival de

Marseille, Tilt et l'association des musiques innovatrices (AMI), «Hip-Hop non-stop» a au contraire été pensé pour mettre un coup de projecteur sur les artistes émergents à Marseille.

Les institutions organisatrices vont même jusqu'à revendiquer l'absence de tête d'affiche sur le programme. «Ce n'est pas pour l'attractivité économique du hip-hop que nous organisons cet événement, c'est avant tout pour les gens», explique Agnès Freschel, adjointe à la culture dans le 1/7.

Hier, c'est la musicienne Elodie Rama qui a inauguré ce nouveau rendez-vous sur la scène du théâtre Silvain, accompagnée de deux autres artistes féminines : Joy Frempong (la chanteuse et musicienne du groupe Oy) et Ka(ra)mi. En effet, loin des idées reçues sur le hip-hop perçu à tort comme un univers masculin, la programmation se veut complètement paritaire. Chant, danse, graff, beatmaking... toutes les formes seront représentées.

R. I.



États-Unis

Kamala Harris dénonce les intimidations de Pékin en mer de Chine méridionale

■ La vice-présidente américaine, Kamala Harris, a accusé Pékin, hier, d'intimidations sur les pays du pourtour de la mer de Chine méridionale, alors que Washington cherche à renforcer ses alliances face à la Chine.

Par Mourad M.

Washington veut aussi rassurer ses partenaires devant les inquiétudes d'un repli américain provoquées par le retrait chaotique des troupes américaines d'Afghanistan.

«Pékin continue à exercer des pressions, à intimider et avoir des revendications sur l'essentiel de la mer de Chine méridionale», a-t-elle déclaré au deuxième jour

d'une visite à Singapour.

«Les actes de Pékin continuent à saper l'ordre international basé sur le droit et à menacer la souveraineté des nations».

«Les États-Unis peuvent diffamer, opprimer et intimider d'autres pays sans en payer le moindre prix», lui a rétorqué un porte-parole de la diplomatie chinoise, Wang Wenbin, en faisant allusion à l'intervention américaine en Afghanistan.

«Les États-Unis usent toujours du droit pour justifier leur égoïs-

me et asseoir leur hégémonie», a-t-il estimé devant la presse.

Dans son discours à Singapour, la vice-présidente américaine a détaillé les objectifs de politique extérieure de son administration en Asie.

«Les États-Unis sont unis avec nos alliés et partenaires devant ces menaces», a-t-elle assuré, faisant référence à la Chine.

Pékin revendique presque la totalité de la mer de Chine méridionale, une zone maritime aux ressources importantes et par laquelle passe une grande part du commerce mondial.

Mais quatre pays d'Asie du Sud-Est, les Philippines, le Vietnam, la Malaisie et Brunei, ainsi que Taiwan, ont des revendications de souveraineté concurrentes sur la zone.

Pékin a été accusé de déployer des équipements militaires, dont des lance-missiles, et d'ignorer une décision d'un tribunal international de 2016 qui a jugé sans fondement la plupart de ses revendications historiques.

Les tensions se sont aggravées ces derniers mois entre Pékin et les pays contestant ses revendications maritimes.

Manille a fait part de sa colère après avoir détecté des centaines de bateaux chinois dans la zone économique exclusive (ZEE) philippine, tandis que la Malaisie a déployé des chasseurs pour intercepter des avions militaires chinois qui ont fait une incursion près de ses côtes. La responsable a aussi voulu apaiser les craintes que les tensions croissantes entre la Chine et les États-Unis ne



PH. > D. R.

contraignent les pays étroitement liés aux deux puissances économiques à devoir choisir leur camp.

«Notre engagement en Asie du Sud-Est et dans l'Indo-Pacifique n'est pas dirigé contre un pays quel qu'il soit, et ne vise pas à forcer quiconque à choisir entre les pays», a-t-elle souligné.

La visite de Kamala Harris dans la région succède à celle du chef du Pentagone, Lloyd Austin, le mois dernier, qui avait aussi sévèrement critiqué les revendications chinoises dans cette zone disputée. Mais la crise en Afghanistan a renforcé les doutes sur la crédibilité du soutien américain pour ses partenaires et jeté une ombre sur la visite en Asie du Sud-Est de Kamala Harris. La vice-présidente américaine a justifié la décision de Joe Biden de retirer les troupes américaines d'Afghanistan, une décision

«courageuse et bonne». Elle a répété que les Américains donnaient la priorité à l'évacuation en cours d'étrangers et d'Afghans à l'aéroport de Kaboul.

Kamala Harris a aussi annoncé que Washington proposait d'organiser en 2023 la réunion annuelle du Forum de Coopération économique Asie-Pacifique (Apec), organisation dont font partie à la fois les États-Unis et la Chine. Les relations entre Pékin et Washington se sont envenimées après des différends allant de la cybersécurité et la lutte pour la suprématie technologique aux violations des droits de l'Homme à Hong Kong et au Xinjiang. L'administration Biden a continué pour l'essentiel la politique de Trump d'opposition à la Chine, décrivant la puissance asiatique comme son premier défi, avec un ton un peu plus modéré.

M. M.



Commentaire

Ligne

Par Fouzia Mahmoudi

Si les talibans ont régné sans partage sur l'Afghanistan de 1996 à 2001 en y instaurant des règles de vies drastiques, particulièrement cruelles à l'égard des femmes, les dirigeants et les instances occidentales font mine aujourd'hui de découvrir ce mouvement qui n'a jamais caché son intégrisme et sa violence. Néanmoins, depuis la prise de Kaboul par le mouvement fondamentaliste islamiste la semaine dernière, les déclarations se multiplient en Occident pour demander de la «modération» et de l'«inclusion». Le traitement des femmes par les talibans sera ainsi une «ligne rouge», a prévenu hier la Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, lors d'une réunion spéciale du Conseil des droits de l'homme sur l'Afghanistan. «Une ligne rouge fondamentale sera la façon dont les talibans traitent les femmes et les filles et respectent leurs droits à la liberté, à la liberté de mouvement, à l'éducation, à l'expression personnelle et à l'emploi, conformément aux normes internationales en matière de droits humains», a déclaré Michelle Bachelet, à l'ouverture des débats. «En particulier, la garantie de l'accès à une éducation secondaire de qualité pour les filles, sera un indicateur essentiel de l'engagement des talibans en faveur des droits humains», a-t-elle ajouté. Le CDH organise trois sessions ordinaires par an, mais si un tiers des États membres en fait la demande, il peut décider à tout moment de tenir une session extraordinaire. La session extraordinaire sur l'Afghanistan se tient à la demande du Pakistan, en tant que coordinateur de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) sur les droits humains et les questions humanitaires, et de l'Afghanistan, représenté par Nasir Ahmad Andisha, le diplomate que l'ancien gouvernement avait nommé, avec le soutien de près d'une centaine de pays, dont la France et les États-Unis. Nasir Ahmad Andisha a appelé le CDH à envoyer «un message fort à toutes les parties, y compris aux talibans, pour leur faire comprendre que les atteintes aux droits humains auront des conséquences». Pendant les débats, une soixantaine de pays ont présenté une déclaration conjointe, lue par la représentante espagnole auprès des Nations unies, Aurora Diaz-Rato, demandant notamment «l'arrêt immédiat des assassinats ciblés de défenseurs des droits des femmes». Depuis leur prise du pouvoir le 15 août, les talibans tentent de convaincre la population qu'ils ont changé et que leur régime sera moins brutal que le précédent, entre 1996 et 2001. Ils ont notamment affirmé qu'ils respecteraient les droits des femmes, qu'elles seraient autorisées à recevoir une éducation et à travailler, et que les médias seraient indépendants et libres. Mais cela n'endigue pas le flot de ceux qui ne croient pas en leurs promesses et veulent à tout prix partir pour rejoindre l'Europe ou l'Amérique du Nord. À Kaboul, des milliers de personnes se massent autour de l'aéroport en espérant pouvoir quitter leur pays à bord des avions affrétés par les Occidentaux. Michelle Bachelet a indiqué avoir reçu «des informations crédibles faisant état de graves violations du droit humanitaire international et d'atteintes aux droits humains dans de nombreuses zones sous le contrôle effectif des talibans (...) Les violations des droits humains sapent la légitimité de leurs auteurs, à la fois vis-à-vis de la population, mais aussi des institutions régionales et internationales et des autres États». La ligne rouge dessinée par les Occidentaux risque de faire surtout rire les talibans plus qu'autre chose, à l'instar de cette journaliste britannique demandant aux nouveaux conquérants de Kaboul s'ils accepteraient des femmes responsables politiques et provoquant l'hilarité de ses interlocuteurs. Les femmes afghanes savent ainsi à quoi s'en tenir et les talibans, après avoir épuisé les militaires américains et leurs alliés durant vingt ans, savent que personne ne viendra, cette fois-ci, déranger leur nouvelle prise de pouvoir. **F. M.**

Tchad

Mort d'Hissène Habré, ex-président détenu pour crimes contre l'humanité

L'ancien président tchadien Hissène Habré est décédé hier à 79 ans au Sénégal où il avait été condamné à la prison à vie en 2016 pour crimes contre l'humanité par une juridiction africaine.

Hissène Habré a succombé du Covid-19 à l'hôpital principal de Dakar, a indiqué le consulat du Tchad à l'AFP. Il y avait été emmené d'urgence après la détérioration de son état de santé dans une clinique privée de la capitale sénégalaise où sa famille l'avait fait conduire de prison il y a quelques jours, a dit le consulat.

«Habré a été remis entre les mains de son Seigneur», a déclaré le ministre de la Justice sénégalais, Malick Sall, sur la chaîne TFM.

Un membre du comité de juristes assistant les victimes de Hissène Habré a évoqué sa dis-

parition comme celle de «un des dictateurs les plus impitoyables de l'Histoire».

Hissène Habré, qui a dirigé le Tchad de 1982 à 1990, a été condamné le 30 mai 2016 à la prison à vie à l'issue d'un procès inédit à Dakar, après avoir été déclaré coupable de crimes contre l'humanité, viols, exécutions, esclavage et enlèvement. Une commission d'enquête tchadienne a chiffré à 40 000 morts le nombre des victimes de la répression sous le régime Habré.

Hissène Habré, renversé en 1990, avait trouvé refuge au Sénégal, où, sous la pression internationale, les conditions de son procès avaient été créées et où il avait été arrêté en 2013 et inculpé par un tribunal spécial instauré en coopération avec l'Union africaine.

La famille et les avocats de

Hissène Habré réclamaient depuis des mois un autre régime que celui de la détention en invoquant son âge et la dégradation de son état de santé. Ils s'alarmaient du risque qu'il contracte le Covid-19 en prison.

La justice sénégalaise avait consenti en avril 2020 à le laisser sortir de prison pendant 60 jours en le déclarant particulièrement vulnérable au coronavirus. Il était alors retourné chez lui à Dakar, sous garde pénitentiaire permanente selon les autorités sénégalaises.

«Nous devons tous être fiers de la façon dont nous avons accueilli Habré», a assuré le ministre de la Justice sénégalais face à d'éventuelles critiques, «malgré les pressions internationales, le Sénégal a tenu bon (...) Tout ce qu'on peut faire, c'est prouver pour le repos de l'âme de Habré».



Ligue de football professionnel

Une campagne de vaccination en faveur des clubs «pros»

La Ligue de football professionnel prépare la saison 2021-2022. Pour ce faire, la LFP a annoncé le lancement d'une campagne de vaccination en faveur de l'ensemble des clubs professionnels.

Le Covid-19 circule toujours et le football n'y échappe pas. Pour lutter contre cette épidémie, la LFP a annoncé la mise en place d'une campagne de vaccination afin d'endiguer l'épidémie et de préparer au mieux la saison prochaine. Les

joueurs, les entraîneurs et leurs staffs ainsi que l'ensemble du personnel administratif pourront se faire vacciner dès le 25 août.

«Une campagne de vaccination sera lancée au profit des clubs professionnels (joueurs, staffs technique et administratif) à partir du mercredi 25 août 2021 et ce, en prévision de la prochaine saison sportive 2021/2022 et afin de lutter contre la propagation du virus», a écrit la LFP sur son compte twitter.

ES Sétif

Huit joueurs prolongent leur contrat

L'ES Sétif, pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, a annoncé avoir prolongé le contrat de huit joueurs, dont quatre cadors, en vue de la saison prochaine. Il s'agit d'Abdelkrim Nemdil (2024), Hocine Laribi (2023), Mohamed Khoutir Ziti (2024), Akram Djahnit (2024), Khalil Darfalo

(2024), Youcef Dali (2024), Ibrahim Hachoud (2024) et Abdelhak Debbari (2023), précise la même source sur sa page officielle Facebook. En revanche, l'Entente a enregistré le départ du défenseur Ibrahim Bekakchi et du milieu de terrain Messala Merbah, qui se sont engagés avec l'USM Alger.

Jeux méditerranéens 2021/Volley-ball

L'EN dames en stage à Sétif

La sélection nationale de volley-ball séniors/dames est en stage à l'Ecole nationale des sports olympiques de Sétif, dans le cadre de sa préparation en vue des Jeux méditerranéens qui auront lieu à Oran en juin 2022, a-t-on appris, lundi, du sélectionneur national, Nabil Tenoune.

Dans une déclaration, le sélectionneur national a précisé qu'après 18 mois de suspension due à la pandémie de Covid-19, la sélection nationale dames a repris ses préparatifs en prévision des Jeux méditerranéens et effectue actuellement son quatrième stage à Sétif du 20 au 28 août courant.

Le stage se déroule dans d'excellentes conditions, à la faveur des structures offertes par l'Ecole nationale des sports olympiques, dont un stade d'athlétisme répondant aux normes, une salle de mise en forme ainsi que d'hébergement et de restauration, selon cet entraîneur.

Pour Tenoune, la reprise des

préparatifs le 2 juillet 2021 par ces athlètes a été «très rude» sur les plans physique et psychologique en raison de la suspension de la compétition et des activités de leurs clubs due à la pandémie de coronavirus, leur dernière rencontre remontant à mars 2019.

«Les choses commencent à mûrir et un programme intégré et global est actuellement mis en œuvre pour amener l'équipe à retrouver son véritable niveau», a-t-il ajouté, estimant que les Jeux méditerranéens constituent une compétition d'un «haut niveau» à laquelle participent les équipes des pays du Maghreb et ceux d'Europe.

La préparation de la sélection algérienne se poursuivra en prévision de cet «important» rendez-vous sportif, a ajouté le coach national, affirmant toutefois qu'il ne saura pas garantir la continuité des entraînements du fait que 80 % des joueuses sont, note-t-il, des universitaires et des lycéennes en troisième année secondaire.

JS Kabylie

Le Français Henri Stambouli nouvel entraîneur

Le technicien français, Henri Stambouli, est devenu le nouvel entraîneur de la JS Kabylie, en remplacement de son compatriote Denis Lavagne, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, lundi sur sa page officielle Facebook. «La JSK à la plaisir d'annoncer l'engagement d'un nouvel entraîneur. Il s'agit de Henri Stambouli qui vient de parapher un contrat de deux saisons», a précisé la JSK dans

un communiqué. Stambouli (60 ans) avait cumulé une grande expérience pour avoir dirigé de nombreuses équipes européennes : l'Olympique Marseille (France), le FC Istres (France), le CS Sedan (France), le FC Sion (Suisse), l'UD US Palmas (Espagne). Né à Oran, Stambouli a également exercé énormément en Afrique, où il avait eu à diriger les sélections de Guinée (1998-1999) et du Mali (2003-2004).

Coupe arabe des Nations

Bougherra mise beaucoup sur le stage de Doha

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football A', Madjid Bougherra, a estimé que le stage de Doha (Qatar), prévu du 23 au 30 août, ponctué par deux matchs amicaux face à la Syrie et au Burundi, devrait constituer une motivation pour les joueurs locaux en vue de la Coupe arabe des Nations de la Fifa 2021, qui aura lieu au Qatar (30 novembre -18 décembre).



Bougherra espère bien préparer le rendez-vous arabe

Par Mahfoud M.

«Nous aurons l'opportunité de jouer ces deux matchs au Qatar, où se déroulera la Coupe arabe de la Fifa 2021. Ce sera une occasion pour nos joueurs de voir les installations de près, de découvrir l'atmosphère qui règne là-bas. Ce sera une motivation pour eux. Le staff technique aura l'occasion de jauger les qualités des joueurs lors de ces deux joutes amicales», a indiqué Bougherra, avant le départ de la délégation algérienne pour Doha, lors d'une zone mixte organisée avec la presse à l'aéroport Houari-Boumediene d'Alger. Alors qu'elle devait jouer un seul match amical, le samedi 28 août face au Burundi à Alger, la sélection A' disputera finalement deux tests de préparation face aux équipes premières de la Syrie et du Burundi, respectivement les jeudi 26 août et dimanche 29 août à Doha. «Il était prévu que l'on joue le Burundi à Alger, mais nous avons fini par accepter, à la dernière

minute, la proposition de la Syrie pour jouer à Doha. Comme le Burundi fera une escale à Doha, ce sera l'occasion de disputer deux matchs amicaux», a-t-il ajouté. Contrairement au premier match amical disputé sous l'ère Bougherra, le 17 juin dernier face au Liberia (5-1) au nouveau stade d'Oran, l'équipe nationale ne pourra pas compter sur les services de plusieurs joueurs, transférés cet été en Europe, à l'image des deux milieux de terrain du Paradou AC : Adem Zorgane et Abdelkadir Kadri, partis rejoindre le championnat belge. De ce fait, ces éléments sont inéligibles en équipe nationale des locaux. «C'est une bonne chose pour eux mais aussi pour l'équipe nationale A à l'avenir. Cela prouve que le championnat local reste capable d'exporter en Europe. C'était des joueurs importants pour nous. Ce sera une opportunité pour les nouveaux joueurs convoqués de faire aussi mieux qu'eux», a souligné l'ancien capitaine des «Verts». Concernant le gardien de but de l'Olympique Médéa,

Abderrahmane Medjadel, non retenu pour ce stage, Bougherra a expliqué que son absence est justifiée par sa convocation chez la sélection A, en vue des deux premiers matchs du 1^{er} tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 : le 2 septembre face à Djibouti à Blida, et le 7 septembre contre le Burkina Faso à Marrakech (Maroc). Enfin, concernant la liste des joueurs présents à la Coupe arabe de la Fifa, Bougherra a indiqué qu'il allait puiser également dans le championnat tunisien et au Golfe. «Pour la Coupe arabe, j'ai l'opportunité de prendre des joueurs qui évoluent aussi en Tunisie et au Golfe. On prendra en temps voulu. Tout dépendra du sélectionneur (de l'équipe A Djamel Belmadi, ndr) de savoir quel joueur aura besoin du temps de jeu pour ne pas rester inactif». Outre la prochaine Coupe arabe de la Fifa, la sélection algérienne prépare également le Championnat d'Afrique des nations (CHAN), prévu en 2023 en Algérie. M. M.

TSG Hoffenheim

Belfodil rejoint le Hertha Berlin

L'attaquant international algérien, Ishak Belfodil, s'est engagé avec Herta Berlin en provenance de TSG Hoffenheim, a annoncé le club allemand de première division de football, lundi sur son site officiel, sans dévoiler la durée du contrat. «Je suis heureux que nous ayons pu persuader Ishak de nous rejoindre. C'est un attaquant confirmé avec beaucoup d'expérience, et il a prouvé son sang-froid devant le but à de nombreuses

reprises. Il a un bon sens du but et va ajouter quelque chose de plus à notre attaque», a commenté le directeur sportif, Fredi Bobic. Le joueur de 29 ans a marqué un total de 20 buts en 73 matches de Bundesliga pour le TSG et le Werder Brême. Il tentera d'augmenter son total buts en s'engageant avec le club de la capitale allemande. «Après trois ans à Hoffenheim, je cherchais un nouveau défi. Je suis heureux d'être ici à Berlin, en train de

signer pour le Hertha. Je veux absolument montrer ce que je peux faire et aider l'équipe à une saison beaucoup plus réussie que la dernière», a déclaré Ishak Belfodil. L'international algérien, qui a marqué deux fois pour les «Verts» en 17 apparitions, a joué pour le Paris Saint-Germain et l'Olympique de Lyon dans sa jeunesse. Il a fait ses débuts en Ligue 1 et en Ligue des Champions avec l'Olympique lyonnais en 2009.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ghaza

Frappes aériennes de l'entité sioniste

L'entité sioniste a mené lundi de nouvelles frappes aériennes sur la bande de Ghaza. Les raids, qui ont visé des sites dans la ville de Ghaza, de Khan Younés (sud) et de Jabalia (nord), n'ont pas fait de victime mais causé des dégâts matériels, a indiqué une source de

sécurité palestinienne dans l'enclave. Ces frappes font suite à de précédents raids sionistes dans la nuit de samedi à dimanche sur l'enclave palestinienne. Lors de l'agression sioniste de onze jours en mai, menée contre Ghaza, 260 Palestiniens ont été tués par des frappes aériennes. R. T.

Djelfa

Neutralisation d'un réseau spécialisé dans le vol de câbles en cuivre

Un réseau spécialisé dans le vol de câbles en cuivre a été mis hors d'état de nuire par les éléments de la police judiciaire relevant de la 5^e sûreté de daïra de Djelfa, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Selon le chargé de communication auprès de la sûreté de wilaya, le commissaire de police Saad Fites, cette opération, qui a permis l'arrestation de trois suspects, âgés entre 30 et 42 ans, dont un repris de justice, a été réalisée suite à des informations portant sur la présence d'un réseau criminel qui volait des câbles en cuivre au niveau de la ville de Djelfa. L'exploitation de ces renseignements et l'activation d'un plan de surveillance et de contrôle a permis l'interpellation

de l'un des membres du réseau en flagrant délit de vol de ce type de câbles, avant l'arrestation de ses deux complices et la récupération de 5,5 qx de câbles volés. Le même responsable a signalé que cette quantité de câbles a été saisie au niveau d'un hangar de la ville de Djelfa, suite à une opération de surveillance de l'activité des suspects. Après achèvement des procédures d'enquête, les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Djelfa qui a transféré le dossier de l'affaire devant le juge d'instruction. Ce dernier a ordonné la mise sous mandat de dépôt du suspect principal, tandis que ses deux complices ont été libérés.

R. K.

Lutte contre les stupéfiants

Deux personnes interpellées à Tamanrasset

Deux personnes (31 et 36 ans) ont été interpellées par les services de la police judiciaire (PJ) relevant de la sûreté de wilaya de Tamanrasset, pour leur implication dans une affaire de possession et commercialisation de drogue, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Cette opération a été exécutée suite aux informations faisant état de la possession par une personne d'une quantité de drogue au niveau du quartier «Metnatlat» (chef-lieu de wilaya), selon la même source.

Les recherches et les investigations ont permis l'identification du premier suspect, qui a été arrêté en possession de

152,07 gr de drogue (Bango) dissimulés dans un sac en plastique et destinés à la vente, a-t-on précisé. Une perquisition du domicile de l'individu a permis également la saisie d'armes blanches (3 cutters) utilisées pour couper la drogue, a-t-on détaillé. L'enquête a permis aussi l'identification et l'arrestation d'un deuxième suspect dans l'affaire et une quantité de 1,30 gr de drogue a été saisie, a-t-on ajouté. Les deux prévenus ont été déferés devant les autorités judiciaires compétentes, et une peine de cinq ans de prison ferme et une amende de 100 000 DA a été prononcée à leur encontre, a fait savoir la même source policière.

L. M.

Levée de fermeture des espaces de loisirs

Les salles de fêtes non concernées

Les salles de fêtes ne sont pas concernées par la levée de la mesure de fermeture des espaces de loisirs et de détente, indiquent, mardi dans un communiqué, les services du Premier ministre (PM), tout en rappelant "la reconduction" de la mesure d'interdiction de tout type de rassemblement, à l'échelle nationale. "Suite au communiqué du mardi 24 août 2021 relatif au réaménagement des horaires de confinement partiel à domicile, les services

du Premier ministre rappellent que la levée de la mesure de fermeture des espaces récréatifs de loisirs et de détente, des lieux de plaisance et les plages, ne concerne pas les salles des fêtes qui demeurent fermées", précise la même source. Tout en soulignant, à ce propos, "la reconduction de la mesure relative au retrait définitif" de l'autorisation d'exercice de l'activité pour les salles enfreignant l'interdiction en vigueur.

H. M.

Feu vert pour la réouverture Des plages Et les lieux de loisir



Djalou@hotmail.com

Boulmerka s'exprime sur les Jeux olympiques-2020

«C'est triste de conduire une délégation et revenir sans médailles»

■ La cheffe de mission aux Jeux olympiques-2020 de Tokyo, Hassiba Boulmerka, s'est dite «très triste de conduire la délégation algérienne et revenir sans avoir décroché la moindre médaille», affirmant que «les athlètes algériens ont été placés dans de meilleures conditions d'hébergement et de préparation lors du rendez-vous olympique nippon».

Par Bilal L.

«C'est toujours pas facile de conduire une délégation et retourner au pays sans avoir amené la moindre médaille. C'est vraiment triste, mais c'est la réalité du sport algérien qui mérite une véritable réflexion avec les fédérations sportives et la tutelle», a déclaré Boulmerka lors d'une conférence de presse tenue au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA) à Alger, consacrée à la présentation du bilan de la participation algérienne aux JO de Tokyo.

Étaient également présents à cette rencontre, le directeur général des sports au ministère de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Djeraoui et du secrétaire général de l'instance olympique, Kheireddine Barbari.

L'ancienne championne olympique du 1500m est revenue sur les conditions de préparation des athlètes algériens, marquées par des «restrictions très strictes émises par le Comité

d'organisation en raison de la pandémie de Covid-19».

«Je suis très étonnée d'entendre que la pandémie de Covid-19 n'a eu aucun effet négatif sur la préparation des athlètes, sans parler des difficultés rencontrées pour avoir le moindre billet. Les autorités locales nous ont obligés de rallier la capitale nipponne sept jours avant le début de la compétition et quitter le village olympique 48 heures après la fin de chaque épreuve», a-t-elle expliqué. Et d'ajouter : «A cause de la pandémie de Covid-19, le problème de vols aériens a été évoqué par toutes les délégations étrangères. Le planning des vols a été tracé à partir des places disponibles ainsi que le programme exigé par les autorités locales».

De son côté, le secrétaire général du COA, Kheireddine Barbari, a mis en avant la préparation administrative et financière pour permettre à la délégation algérienne de rallier la capitale nipponne dans de très bonnes conditions. «Nous avons mis tous les moyens logistiques et finan-

ciers pour préparer le voyage en direction de la capitale nipponne. La délégation algérienne était composée de 72 personnes, dont 39 athlètes, alors que le budget alloué en matière de transport (billetterie), tenues sportives et tenues de parade ainsi que les frais de mission, n'a pas dépassé les 6.5 milliards de centimes», a-t-il précisé.

Revenant sur la décision du judoka Fethi Nourine de ne pas participer à la compétition, Barbari a confirmé que «les déclarations de l'athlète par rapport à son retrait ont été interprétées par le CIO comme contraires aux règles de la Charte olympique». «Cette affaire aurait pu être traitée par l'entraîneur de l'athlète sans faire de déclarations à la presse. Le tirage au sort a été effectué quatre jours avant la compétition où le judoka algérien avait d'abord un premier combat face au Soudanais, mais la manière adoptée par l'athlète et son entraîneur pour traiter ce problème est loin d'être professionnelle», a ajouté Barbari.

B. L.

Béjaïa

Cinq voleurs arrêtés au Capritour

Les éléments de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Béjaïa ont mis fin aux agissements d'un groupe de malfaiteurs composé de 5 individus impliqués dans des vols au village touristique «Capritour», dans la commune de Tichy. Natifs de la commune de Boukhelifa (Béjaïa), les malfaiteurs sont âgés entre 20 et 30 ans. «Ils ont été arrêtés après une enquête enclenchée après un

dépôt de plainte des victimes, en l'occurrence 7 personnes, contre des individus pour vol au niveau de Capritour», selon un communiqué de presse de la cellule de communication du groupement de la gendarmerie de la wilaya Béjaïa. Les victimes, âgées entre 20 et 38 ans et originaires de Sétif, ont fait l'objet du vol de 3 motos, téléphones mobiles et sommes d'argent. «Le méfait a été commis vendredi dernier vers

5 heures du matin», précise la même source. Les enquêteurs ont d'abord procédé à l'arrestation de Z.I. âgé de 30 ans, puis 4 autres de ses compères âgés entre 20 et 30 ans qui roulaient à bord d'un véhicule de marque Renault Trafic. Présentés devant le parquet, ils ont été mis en examen pour «association de malfaiteurs, vol en réunion, port d'armes blanches et utilisation d'un véhicule».

H. C.